

Les autorités de la primaire minimisent les risques de dérapages de la campagne

Un guide électoral précisant les règles pour le bon déroulement du scrutin sera remis aux candidats le 22 avril.

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

OPPOSITION Faut-il édicter des règles de bonne conduite pour les candidats à la primaire ? Les responsables en charge de l'organisation de cette compétition, qui doit désigner le champion de la droite à la présidentielle de 2017, hésitent. Le concert des petites phrases qui émaillent traditionnellement une telle course fait redouter une dégradation de l'atmosphère à neuf mois de l'échéance.

La plupart des sorties proviennent des entourages qui ne se privent pas d'un bon mot ou d'une pique bien sentie sur les concurrents de leurs champions. Les candidats déclarés se lâchent moins souvent en public, mais l'écho n'en est que plus important. Alain Juppé qui moque

Nicolas Sarkozy, alias Paul Bismuth, le pseudonyme que s'était donné l'ancien chef de l'État pour ses communications secrètes. Sarkozy qui ironise sur l'âge de Juppé ou la réforme de la Sécurité sociale que l'ancien premier ministre a dû retirer en 1995. François Fillon qui compare la mise en examen de Nicolas Sarkozy à une « épée de Damoclès » qui pèse sur la campagne. Jean-François Copé et Nadine Morano qui assurent, l'un et l'autre, qu'ils n'auraient pas été candidats à la primaire s'ils avaient été mis en examen.

« Pour l'instant, nous n'avons été saisis de rien et par personne, explique Anne Levaade, la présidente de la haute autorité de la primaire. Et, pour ma part, je n'ai rien entendu ou constaté qui mérite vraiment de l'attention. Tout cela fait partie du jeu politique et ils sont tous très bien placés pour le

savoir. » Même écho du côté du comité d'organisation de la primaire présidé par Thierry Solère. « Personne n'a trouvé à se plaindre jusqu'à présent », explique le député des Hauts-de-Seine.

Un pari sur «l'autorégulation»

Les deux ne semblent pas persuadés qu'il faille définir de règles contraignant trop les prises de paroles. « Pour les élections en général, il n'y a pas de règles spécifiques. La loi sanctionne l'injure ou la diffamation, pas besoin d'aller chercher plus loin », estime

Solère qui parie sur «l'autorégulation» des candidats. « On peut imaginer que les plus «petits» seront tentés d'aller le plus loin pour se faire entendre des médias, ajoute-t-il. Mais au final, je doute qu'ils obtiennent les suffrages des électeurs, très attachés à l'unité de la droite, en jouant la surenchère. » Un constat partagé par Levaade. « Nous nous inspirons clairement de ce qui existe déjà et notamment des élections générales, explique-t-elle. L'idée qu'un candidat est tenu par des règles de bienséance est partagée par tout le monde. »

Levaade et Solère se laissent un peu de temps de réflexion. C'est le 22 avril que devra être transmis aux postulants le guide électoral qui comprendra l'ensemble des règles édictées pour le bon déroulement du scrutin, le formulaire type de parrainage et la « charte de la primaire », texte adopté par l'UMP, puis par les Républicains. La charte précise que les candidats s'engagent « à soutenir publiquement le candidat à la présidence de la République désigné à l'issue de la primaire et à prendre part à sa campagne ». « On verra s'il faut ajouter une phrase sur la manière dont doit se dérouler la campagne. Mais, dans tous les cas, je conseille de ne rien écrire de trop précis, estime Anne Levaade. Plus on sera précis, plus il y aura d'exceptions et de contestations. Je connais suffisamment les politiciens pour savoir qu'ils sont experts dans ce jeu-là. » ■

Hervé Mariton : «Je suis le seul à assumer un discours libéral»

PROPOS REUELLIS PAR JUDITH WAINTRAUB @jwaintraub

Le candidat à la primaire sort ce mercredi *Le Printemps des libertés*, son livre-programme.

LE FIGARO. - La plupart des candidats à la primaire se sont convertis à des mesures d'inspiration libérale. En quoi vous distinguez-vous encore de vos concurrents ?

Hervé MARITON. - Dans mon cas, il ne s'agit pas d'une conversion mais d'une conviction ancienne ! Je suis, par exemple, le seul à proposer la flat-tax, l'impôt universel et proportionnel. J'apprécie que beaucoup se réclament du libéralisme, mais les changements de convictions trop rapides m'inquiètent, d'autant que presque tous mes concurrents qui se disent libéraux sont en permanence dans une logique d'exceptions. C'est très frappant quand ils parlent par exemple d'agriculture. Je suis le seul à assumer un discours libéral, y compris vis-à-vis du monde agricole.

L'agriculture peut-elle sortir de l'impasse ?

L'essentiel de la classe politique, droite et gauche confondues, pense que la solution passe par une police des prix agricoles. C'est une voie sans issue, de même que la contractualisation entre les agriculteurs et la transformation tentée par le gouvernement Fillon. Le prix du saint-marcellin est franco-français, mais le prix du lait est mondial ! À moins de la défiance des paysans pour les élus a rarement été aussi forte. « Pour sauver la peau des agriculteurs et des éleveurs français, il faut avoir la peau de Phil Hogan », a-t-elle martelé pendant les dix heures qu'a duré sa visite. L'Irlande est depuis deux ans le commissaire européen chargé de l'Agriculture. Et Marine Le Pen l'a désigné comme sa cible principale. Tout y passe : ses déclarations passées, où il affirme que le secteur agricole « n'est

rageant l'investissement, et renforcer la concurrence dans la distribution. Les paroles compassionnelles et les promesses de protection dont sont abreuvés les agriculteurs depuis plus de trente ans sont vides de sens ; c'est un baratin inopérant.

Comment renforcez-vous la concurrence ?

Pour le coup, c'est le rôle du politique de concevoir, de voter et de faire appliquer une loi antimonopole pour faire éclater les réseaux actuels, y compris les chaînes de grandes surfaces. Tant mieux si Carrefour, Casino ou tel autre sont obligés de se scinder. Il faut augmenter le nombre de centrales d'achat, éventuellement par la contrainte.

Dans l'intitulé du projet de réforme de Myriam El Khomri, les « nouvelles libertés » pour les salariés et les entreprises viennent justement d'être remplacées par de « nouvelles protections ». Comment interprétez-vous ce changement d'intitulé ?

Comme une illustration caricaturale de ce que je dénonce ! Déjà, le texte était hypocrite parce qu'il maintenait le cadre des 35 heures. Avec cet intitulé, il risque d'être en plus anesthésiant. On est au cœur du mal français. L'anesthésie laisse détruire le monde d'hier sans construire le monde de demain.

L'exécutif ne tente-t-il pas de désamorcer la contestation sociale, et notamment l'appel à manifester le 9 mars lancé par les syndicats étudiants ?

Je ne crois pas que la jeunesse française soit perdue pour les réformes. Simple-



Hervé Mariton, député LR de la Drôme, défend son credo libéral en vue de la primaire. LUCIEN LUNG POUR LE FIGARO

Renault ou d'Airbus ? Il faut trouver le moment favorable.

Le statut de la fonction publique peut-il être totalement supprimé ?

Oui, et même dans les fonctions régaliennes : on ignore souvent que c'est la Défense qui emploie le plus de contractuels : la quasi-totalité des hommes de rang, des sous-officiers et une proportion significative des officiers.

« Dans mon cas, il ne s'agit pas d'une conversion mais d'une conviction ancienne ! Je suis, par exemple, le seul à proposer la flat-tax, l'impôt universel et proportionnel »

Êtes-vous certain d'avoir vingt parlementaires pour vous parrainer ?

Oui. L'intensité de mon projet, à la fois libéral et conservateur, la sincérité de ma démarche et le caractère opérationnel de mes propositions plaisent. Mon espoir est qu'un déclic se fasse. Les Français veulent l'alternance car la présidence de François Hollande est un désastre, mais pour réussir l'alternance, il faut un projet à la hauteur. Je suis conscient de ne pas être le favori de la primaire, mais par rapport aux candidats qui ont participé à l'exécutif et qui ont été battus en 2012, anciens président, premiers ministres ou ministres, ma fraîcheur peut être un atout. Elle me donne en tout cas plus de lucidité sur les réformes à accomplir, et plus de liberté pour les défendre. ■ « *Le Printemps des libertés* », L'Archipel, 208 pages, 18 euros

ment, elle n'est pas dupe des artifices de communication. Pour la convaincre, il faut avoir une vision et il faut l'assumer.

Choisir entre maintenir les 35 heures et les corriger, entre stimuler une économie ou la protéger. On ne gouverne pas un pays par antiphrases ! La jeunesse se retrouvera dans l'audace du *Printemps des libertés*.

Pour baisser la dette, vous voulez notamment privatiser des entreprises. Lesquelles ?

Ce serait une mauvaise idée de vendre aujourd'hui EDF ou Areva - dont les difficultés démontrent au passage que l'État stratège, ça ne marche pas. Mais pour quoi l'État ne sortirait-il pas de Thales, de

Marine Le Pen : une visite sous le signe du « combat »

La présidente du FN s'est présentée au Salon de l'agriculture comme un soutien « inconditionnel » du monde paysan.

TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL @TristanQM

FRONT NATIONAL. Devant la porte de Versailles, les militants s'étaient donné la peine d'afficher le nouveau slogan du Front national : « La France apaisée. » Mais en s'engouffrant mardi dans les travées du Salon de l'agriculture, Marine Le Pen a déjà changé de registre : « C'est un salon de combat. Il faut engager un violent bras de fer contre Bruxelles. » La présidente du FN, qui se fait plus discrète depuis le début de l'année, a renfilé ses gants de boxe alors que la défiance des paysans pour les élus a rarement été aussi forte. « Pour sauver la peau des agriculteurs et des éleveurs français, il faut avoir la peau de Phil Hogan », a-t-elle martelé pendant les dix heures qu'a duré sa visite. L'Irlande est depuis deux ans le commissaire européen chargé de l'Agriculture. Et Marine Le Pen l'a désigné comme sa cible principale. Tout y passe : ses déclarations passées, où il affirme que le secteur agricole « n'est



Marion Maréchal-Le Pen et Marine Le Pen en visite, mardi, au Salon de l'agriculture.

pas en crise », son soutien à des accords de libre-échange ou encore de supposés conflits d'intérêts sur la production de lait.

Entre deux photos avec les jeunes éleveurs, Marion Maréchal-Le Pen, qui accompagne sa tante, en profite aussi pour

viser Bruxelles en appelant « au viol des traités européens ». L'eurodéputé Philippe Loiseau s'en prend, lui, à la politique agricole commune (PAC). « La France y consacre plus d'argent qu'elle n'en reçoit », dit-il. L'UE devient la cible de

toutes les offensives frontistes. « La FNSEA a trahi les agriculteurs, elle est à la botte du pouvoir », rétorque Philippe Loiseau, qui veut croire à une distanciation du monde rural avec les syndicats.

Haro sur Bruxelles

Le FN va livrer « dans les prochains jours ou prochaines semaines » ses nouvelles propositions pour le monde paysan. Un collectif géré par Harold Blanoit va aussi être lancé pour tenter ceux qui doutent encore. En attendant, la patronne du FN esquisse ses solutions aux professionnels rencontrés au salon : des « moyens de régulation pour obtenir des prix pour nos éleveurs », « l'étiquetage obligatoire "né, élevé, transformé" », « l'arrêt du traité transatlantique » et des « négociations avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie », « la guerre au dumping social intra-européen ». Un discours qui n'arrive pas à convaincre une femme déabusée : « Moi je préfère aller voir Corise (la vache star du salon, NDLR). Elle aussi, elle ne fera rien

pour nous, mais au moins elle ne dit pas de conneries. » Qu'importe, Marine Le Pen se tourne vers les visiteurs qui lui réservent un bon accueil malgré des gardes du corps plus nombreux qu'à l'accoutumée et qui repoussent de manière abrupte ceux qui s'approchent de trop près. « Tu l'iras à ton père, il sera content. »

Un tonitruant « Défends-nous Marine ! » se fait entendre. « Il y a une urgence vitale, car ils sont désespérés, car ils sont assassinés. Bruxelles n'est pas d'accord ? On s'en fout ! », commente Marine Le Pen. Qui ajoute : « Je comprends la grogne des agriculteurs. Je les soutiens de manière inconditionnelle. » Pour la candidate, l'occasion était trop belle de marquer le contraste avec les visites de l'exécutif, émaillées d'incidents. ■

« Y a-t-il un lien entre le malaise du monde rural et le vote FN ? » PAGE 13